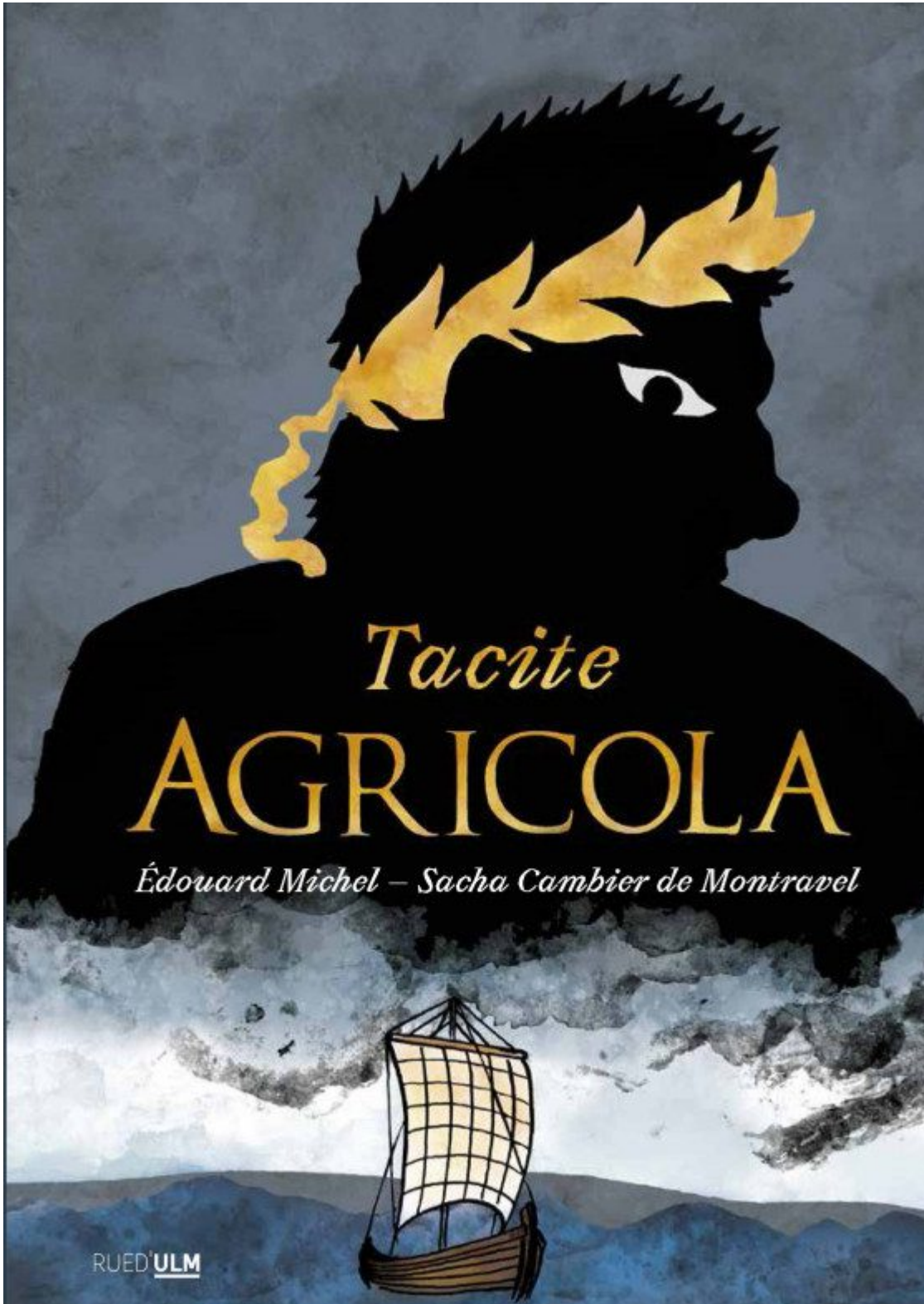


23 août 93 : mort de Gnaeus Julius Agricola.

Cnaeus Julius Agricola, né le 13 juin 40 dans la colonie romaine de *Forum Julii*, en Gaule narbonnaise, et mort le 23 août 93, est un général de l'Empire romain artisan de la conquête romaine du nord de l'île de Bretagne.

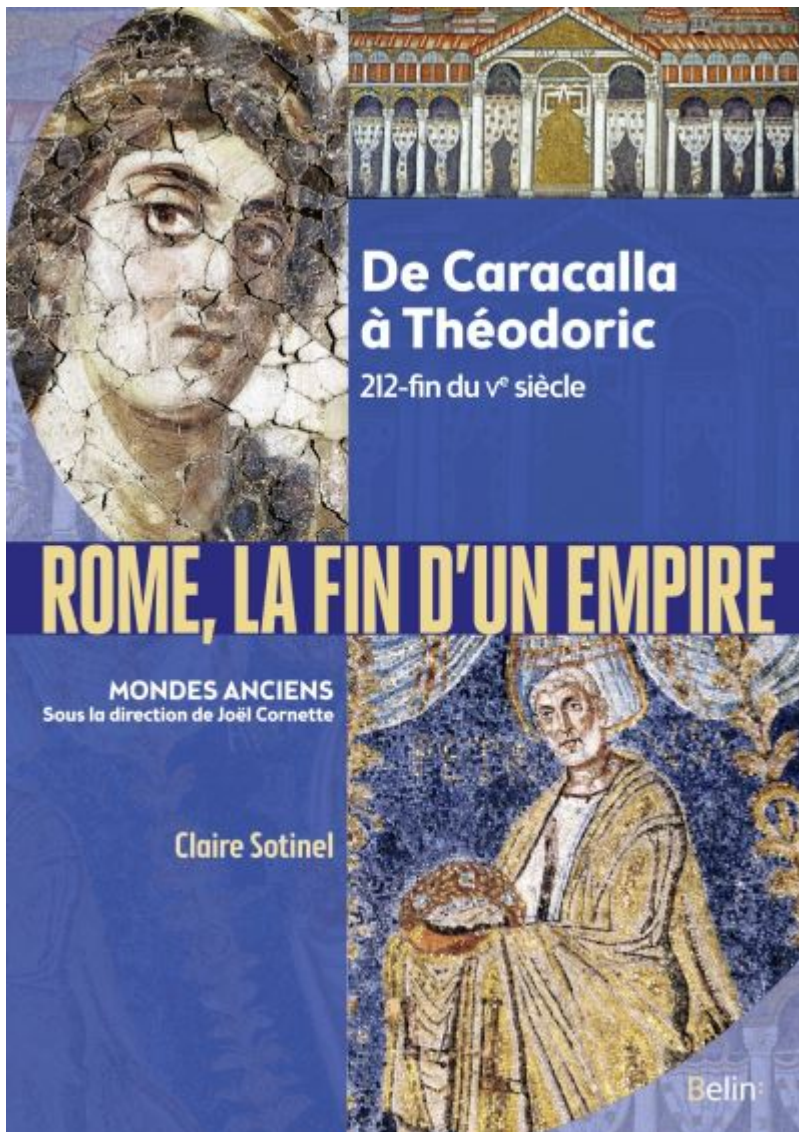


Agricola commence sa carrière militaire en Bretagne, sous les ordres du gouverneur Suetonius Paulinus.

Sa carrière ultérieure l'a vu occuper divers postes. Il est nommé questeur dans la province d'Asie vers 64, puis il devient tribun de la plèbe en 66 et préteur en 68. Il soutient Vespasien pendant l'année des quatre empereurs en l'an 69 et obtient un commandement militaire en Bretagne lorsque ce dernier devient empereur romain. À la fin de son commandement en 73, il est fait patricien à Rome et nommé gouverneur de la Gaule aquitaine. Il devient consul *suffect* en 77 et gouverneur de Bretagne. Il y achève la conquête de l'actuel pays de Galles et du nord de l'Angleterre et conduit son armée à l'extrême nord de l'Écosse, établissant des forts dans la plupart des *Lowlands*. Il est rappelé de Bretagne en 84 ou 85, après un service exceptionnellement long, puis prend sa retraite de la vie militaire et publique avant de décéder en l'an 93 sous le règne de Domitien.

Il est par ailleurs le beau-père de l'historien et sénateur romain Tacite (58-120). Son action en Bretagne est relatée en détail dans la biographie élogieuse que son gendre lui a consacrée en 98. Elle s'intitule en latin *De vita et moribus Iulii Agricolae*. Sa fille, *Julia*, s'est en effet mariée en 77 ou 78 avec Tacite. L'importance en Bretagne du rôle d'Agricola est peut-être sur-estimé par le fait qu'il ait une biographie et que Tacite rehausse son prestige au détriment notamment de ses prédécesseurs Cerialis et Frontin.

23 août 476 : Odoacre est proclamé « roi » d'Italie par ses troupes après le court siège de Pavie.



Flavius Odoacre, né vers 433, et mort le 16 mars 493, est un chef de guerre de l'Empire romain d'Occident.

Fils d'un proche collaborateur d'Attila, il apparaît vers 460 à la tête d'une troupe de Saxons en Gaule puis participe à la guerre civile qui oppose Ricimer et Anthémius. Il sert ensuite dans l'armée de l'Empire à la tête de troupes mercenaires qui, irrégulièrement soldées, se révoltent contre le patrice Oreste, père de l'empereur Romulus Augustule, et proclament Odoacre « *roi* ». À la tête de ces troupes, il vainc le général Paulus, frère d'Oreste, et prononce la déchéance du jeune empereur en 476.

Ayant ramené la paix dans une Italie en proie aux crises depuis trente ans, Odoacre gouverne la péninsule depuis le nord avec le soutien du sénat de Rome au nom de l'empereur d'Orient Zénon auquel il a restitué les insignes impériaux d'Occident. Odoacre se voit alors conférer le titre de patrice d'Italie dans un Empire romain un temps réunifié sous l'autorité du seul empereur de Byzance.

S'étant emparé de la Dalmatie, Odoacre doit lutter à partir de 488, contre les Ostrogoths de Théodoric, encouragés par l'empereur byzantin, resté défiant vis-à-vis du patrice. Vaincu à trois reprises, ce dernier se réfugie à Ravenne où, après trois ans de siège, il meurt assassiné par Théodoric le 16 mars 493 au cours d'un banquet supposé sceller la paix retrouvée.



Odoacre déposant Romulus Augustule. Crédit : Angus McBride.

23 août 1268 : bataille de Tagliacozzo.

La bataille de Tagliacozzo opposa, le 23 août 1268, les prétendants au royaume de Sicile Charles d'Anjou et Conrad de Hohenstaufen. En dépit de son infériorité numérique, Charles remporta la victoire grâce à une feinte. La capture et l'exécution de Conradin mirent fin à la lignée des Hohenstaufen. La bataille permit à Charles de conserver le royaume jusqu'en mars 1282.

Après sa victoire remportée à la bataille de Bénévent, en 1266, Charles d'Anjou, comte

d'Anjou et de Provence, s'était rendu maître du royaume de Sicile. Encouragé par sa mère et son entourage, le jeune prince allemand Conrad de Souabe décida de mener une expédition afin de chasser les Angevins du sud de l'Italie et leva une très forte armée allemande en Souabe.

Conrad descendit en Italie, passa par Rome et rallia à sa cause des chevaliers italiens et espagnols conduits par Henri de Castille, chef élu par la commune de Rome et ennemi acharné de Charles d'Anjou, et par le Génois Galvano Lancia.

Cette coalition vint livrer bataille à l'armée de Charles dans les plaines de Tagliacozzo. Conradin disposait de la supériorité numérique, avec environ 5 000 à 6 000 hommes contre les 3 000 à 5 000 de Charles. Ce dernier était cependant à la tête de troupes bien entraînées et moins disparates que celles de son adversaire.

L'armée de Conrad fut divisée en trois corps de bataille, le premier étant commandé par Henri de Castille tandis que Conrad et Frédéric de Bade commandaient la réserve.

L'armée angevine fut elle aussi divisée en trois corps : le premier était composé de ses troupes provençales et de Guelfes italiens, le second regroupait le gros de ses troupes françaises, sous le commandement du maréchal Henri de Cusances. Le troisième corps, commandé par Charles lui-même, fut embusqué derrière une colline afin de le dissimuler, sur le conseil d'Érard de Vallery, chevalier français et vétéran des croisades. Les 400 chevaliers de Guillaume II de Villehardouin, prince d'Achaïe, constituent la moitié de ce corps de réserve. Afin de faire croire à la présence de Charles dans le second corps, Henri de Cusances fut revêtu des armes de Charles et accompagné de sa bannière.

Les deux armées étaient séparées par la rivière Salto.

Le premier corps allemand traversa la rivière au matin ; soutenu par le second corps prenant l'ennemi de flanc, il mit en fuite les deux premiers corps angevins. Henri de Cusances fut tué par Henri de Castille qui, le prenant à tort pour Charles d'Anjou, crut la bataille gagnée : la bannière angevine tomba aux mains des partisans de Conrad.

Se pensant vainqueurs, les Allemands se dispersèrent, une partie partant à la poursuite des fuyards et d'autres commençant à piller le camp ennemi. Le cours de la bataille fut renversé par l'intervention du corps de réserve de Charles, qui put venir à bout d'un ennemi ayant perdu sa cohésion.

Conrad s'enfuit. Finalement capturé, le jeune prince allemand sera décapité en place publique quelques semaines plus tard. Henri de Castille, livré à Charles par un abbé, restera captif jusqu'en 1291. Quant à Charles, il se trouvait maître du royaume de Naples et Sicile et fonda la dynastie angevine de Naples. Il perdra cependant ses possessions insulaires à l'occasion d'une révolte populaire, les « *Vêpres siciliennes* », le 31 mars 1282.



23 août 1305 : exécution du rebelle patriote écossais William Wallace par les Anglais.

William Wallace (*Uilleam Uallas* en gaélique écossais, *William le Waleys* en anglo-normand) est un chevalier écossais né vers 1270 et mort le 23 août 1305. Il est l'une

des principales figures de la résistance écossaise contre l'Angleterre durant les guerres d'indépendance de l'Écosse.

Aux côtés d'Andrew de Moray, Wallace défait une armée anglaise à la bataille du pont de Stirling en septembre 1297. Il est nommé Gardien de l'Écosse et sert jusqu'à sa défaite à la bataille de Falkirk, en juillet 1298. En août 1305, Wallace est capturé à Robroyston, près de Glasgow, et remis au roi anglais Édouard 1^{er}, qui le fait pendre, traîner et mettre en quartiers pour haute trahison et crimes contre des civils anglais.

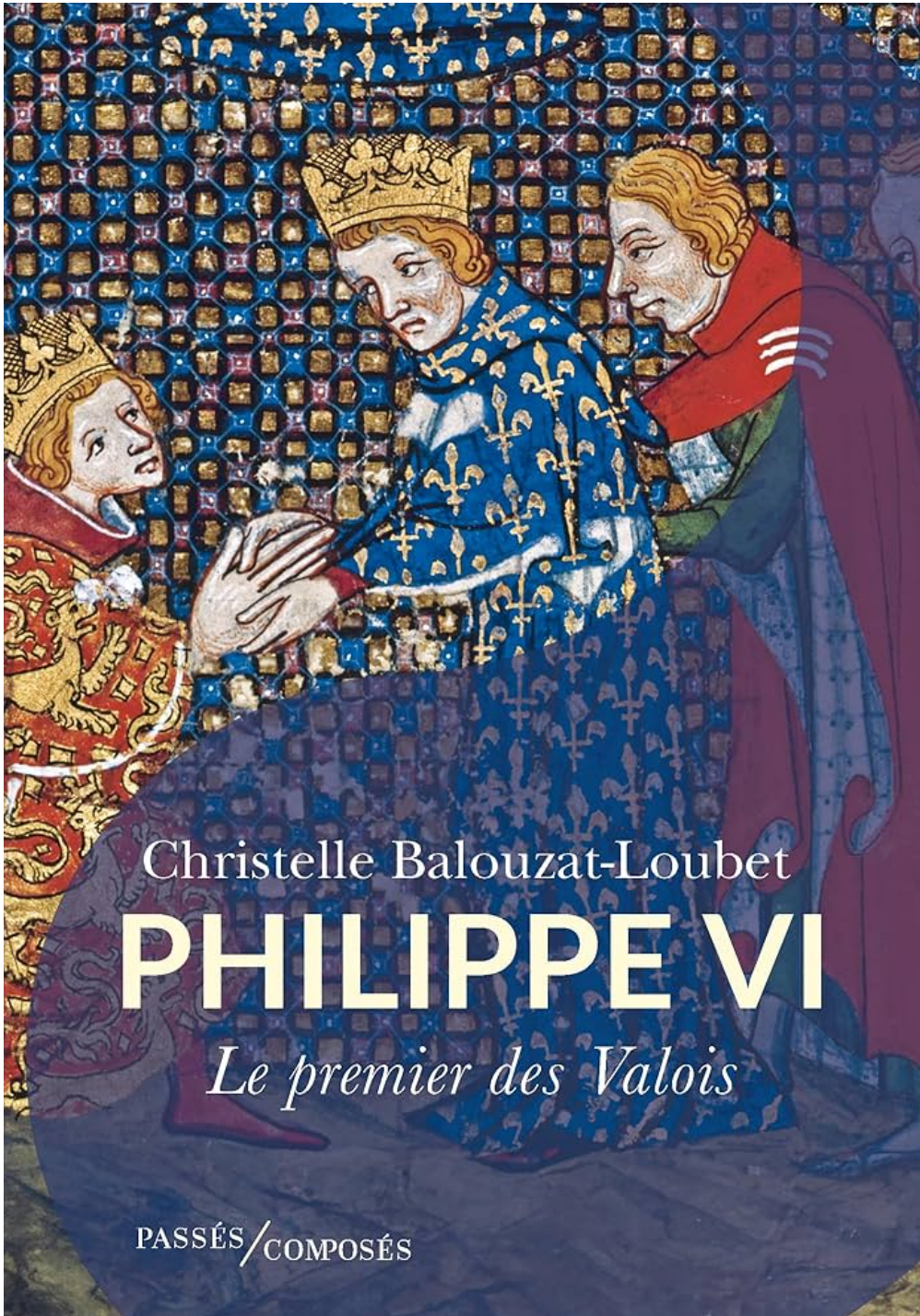
Loin de saper l'esprit de liberté chez les Écossais, cette exécution va vivifier le sentiment nationaliste écossais, et d'autres chefs se sont dressés contre l'Angleterre, en particulier Robert Bruce. En 1314, les Écossais, sous le commandement de Robert Bruce qui s'était rallié les nobles et proclamé roi d'Écosse le 25 mars 1306, défont l'armée anglaise à la bataille de Bannockburn, et assurent, à la fin de la guerre, l'indépendance de l'Écosse en 1328.

Après sa mort, Wallace devient une icône dont la renommée dépasse les frontières de l'Écosse. Le poète du XV^e siècle Harry l'Aveugle lui consacre une épopée en vers, *The Wallace*, et il devient le héros de romans de Walter Scott et Jane Porter au XIX^e siècle. En 1995, il est incarné par Mel Gibson dans le film *Braveheart*, qui prend d'importantes libertés avec son histoire.



23 août 1328 : bataille de Cassel et victoire française.

La bataille de Cassel s'est déroulée le 23 août 1328 à proximité de la ville de Cassel dans le nord de la France entre l'armée du roi de France Philippe VI de Valois et les milices flamandes menées par Nicolaas Zannekin, petit propriétaire foncier de Lampernisse dans la châtellenie de Furnes (Belgique actuelle).



Philippe VI, après son sacre à Reims, dans le but de tenter de consolider son autorité, décide de partir en guerre contre les Flamands révoltés (originaires de Bruges ou des châtelainies du Franc de Bruges, de Furnes, de Cassel, de Bailleul et de Bergues), insurgés contre leur seigneur, le comte de Flandre Louis de Nevers.

Les Flamands, qui vivaient dans le souvenir de la bataille des Éperons d'Or supportaient mal le maintien archaïque des droits seigneuriaux exercés par les chevaliers flamands, pour la plupart ralliés au roi de France, à l'exemple du comte.

Les barons de France qui avaient offert à Philippe de Valois la couronne se montrent réticents à se lancer dans cette aventure.

En 1328, le comte de Flandre profita de l'hommage qu'il rendait à son nouveau seigneur Philippe VI pour lui demander de l'aide. Il le relance lors de la cérémonie du sacre de Philippe VI en juin. Philippe y voit l'occasion de renforcer sa légitimité en restaurant l'ordre social bafoué sur le champ. On profite du fait que l'ensemble des barons se retrouve à Reims pour le sacre.

Philippe veut marcher tout de suite contre les Flamands. Il convoque l'ost à Arras pour le mois de juillet 1328 et va prendre l'oriflamme à Saint-Denis.

Gand attaque Bruges immobilisant pour la défense de la ville une bonne partie des forces de l'insurrection. Comptant forcer l'ennemi à le combattre en rase campagne et en terrain favorable à sa cavalerie, le roi confie aux maréchaux l'organisation d'une chevauchée qui pille et ravage la Flandre occidentale jusqu'aux portes de Bruges.

Pendant ce temps, le gros de l'armée marche sur Cassel. La rencontre s'y fait le 23 août 1328. Les insurgés sont retranchés sur le mont Cassel, une butte haute de 157 mètres. Ils voient de là leurs villages brûler et l'armée française qui se déploie. La « bataille » du roi compte 29 bannières, celle du comte d'Artois 22. Le souvenir de la bataille de Courtrai, où en 1302 les piquiers flamands ont mis en pièces la chevalerie française, est toujours présent, et l'époque est marquée par la prééminence de la défense sur l'attaque. Philippe VI en est parfaitement conscient et se garde bien de faire charger sa cavalerie sans réfléchir. Nicolaas Zannekin (avec Zeger Janszone et Lambrecht Bovyn) est le chef des insurgés. C'est un propriétaire foncier qui se veut chevalier. Il envoie des messagers pour proposer au roi de fixer « jour de bataille » mais on leur répond par le mépris, considérant qu'ils étaient « gens sans chef » tout juste bons à rosser. Sans considération pour cet adversaire de basse classe sociale, les chevaliers du roi délaçant leurs armures et prennent leurs aises dans leur campement. Les insurgés ne l'entendant pas de cette oreille attaquent à l'improviste, surprenant en pleine sieste l'infanterie laquelle ne doit son salut que dans la fuite. On retrouvera l'infanterie à peu près groupée le lendemain à Saint-Omer.

L'alerte est donnée et le roi et ses chevaliers se ressaisissent vite. Le roi, en robe bleue brodée de fleurs de lys d'or et seulement coiffé d'un chapeau de cuir, regroupe sa chevalerie et lance la contre-attaque dans le plus pur esprit chevaleresque, payant de sa personne à la tête de ses troupes. Les chevaliers avaient perdu l'habitude de voir le roi s'exposer ainsi, ceci depuis la mort de saint Louis sous les murailles de Tunis. La contre-attaque française contraint les insurgés à se former en cercle, coude à coude, ce qui leur interdit tout repli. La bataille tourne en faveur de l'armée du Roi de France qui inflige de très lourdes pertes aux Flamands.

L'armée royale incendie Cassel. Ypres se soumet et Bruges suit. Louis de Nevers reprend le contrôle du comté dans le sang des exécutions capitales et Philippe VI en retire tout le prestige

d'un roi chevalier.

L'ensemble des biens des combattants flamands, aussi bien ceux tués que ceux qui survécurent, furent ensuite confisqués par des envoyés du roi (Jean des Près, Regnaut de Fieffes, Gautier de Cavaucamp et Vaast de Villers) afin de punir leur crime de lèse-majesté. Un tiers des biens confisqués devaient revenir au comte de Flandre et à Robert de Cassel.

« **QUI M'AIME ME SUIVE !** »

Avant la bataille du mont Cassel, menée contre les milices flamandes le 23 août 1328, le roi de France tente de rallier ses conseillers qui, eux, n'approuvent pas cette expédition. Le connétable de Châtillon est le seul à soutenir le roi en lançant « *Qui a bon cœur a toujours le temps à propos* ». Réjoui de son propos, Philippe lui saute au cou et s'exclame « *Qui m'aime me suive* ». Pour ce souverain couronné deux mois plus tôt, l'occasion est belle de rassembler autour de lui les Grands du royaume.



23 août 1514 : bataille de Tchaldiran.

La **bataille de Tchaldiran**, dans la première des guerres ottomano-persanes, eut lieu à Tchaldoran (province d'Azerbaïdjan occidental, Iran) et se termina par une victoire décisive de l'Empire ottoman sur les Séfévides. En conséquence, les Ottomans s'emparèrent de la moitié orientale de l'Anatolie. Le sultan ottoman Sélim 1^{er}, commandant son armée en personne, alignait des forces nettement plus nombreuses et mieux équipées, fortes de 200 000 soldats, tandis que les Iraniens étaient entre 50 000 et 80 000. Le Shah Ismail fut blessé et manqua d'être capturé dans le combat. Alors que les Séfévides dépendaient essentiellement d'une cavalerie d'archers (les *Qizilbash*), s'appuyant sur des méthodes turco-mongoles de combat ainsi que sur une politique de la terre brûlée, la bataille de Tchaldiran marque la

victoire de la technologie ottomane, ceux-ci disposant, outre la cavalerie et la solide infanterie des janissaires, d'une artillerie.

À la suite de leur victoire, les Ottomans prirent Tabriz, et les Séfévides ne constituèrent plus une menace pour eux pendant près d'un siècle. Elle mit également fin aux soulèvements des Alévis en Anatolie.

Au début du XV^e siècle, l'oppression ottomane envers les alévis devient insupportable et ces derniers soutiennent le Chah Ismail 1^{er} d'origine turque également. Ses partisans, qui portent un bonnet de couleur rouge avec douze plis en référence aux 12 imams du chiisme duodécimain se font appeler *Qizilbash* (Têtes rouges). Les Ottomans, champions du sunnisme, considéraient comme rival l'Empire Séfévide d'origine turkmène, mais chiite. La défaite de Shah Ismail à Tchaldiran (1514) et la décennie qui suit furent l'occasion du massacre de 40 000 chiites en Anatolie : cauchemar encore vivace dans la mémoire collective alévie contemporaine qui répugne même à évoquer le nom du sultan Sélim.

Après sa victoire sur les Séfévides, le sultan confia à son chroniqueur Idris-i Bidlisi, érudit d'origine kurde, la mission de rallier les émirs du Kurdistan. Celui-ci rédigea par la suite une biographie du sultan, le *Selim-Nameh* (Livre de Sélim).

23 août 1595 : bataille de Călugăreni.



Michel 1er le Brave (1558-1601).

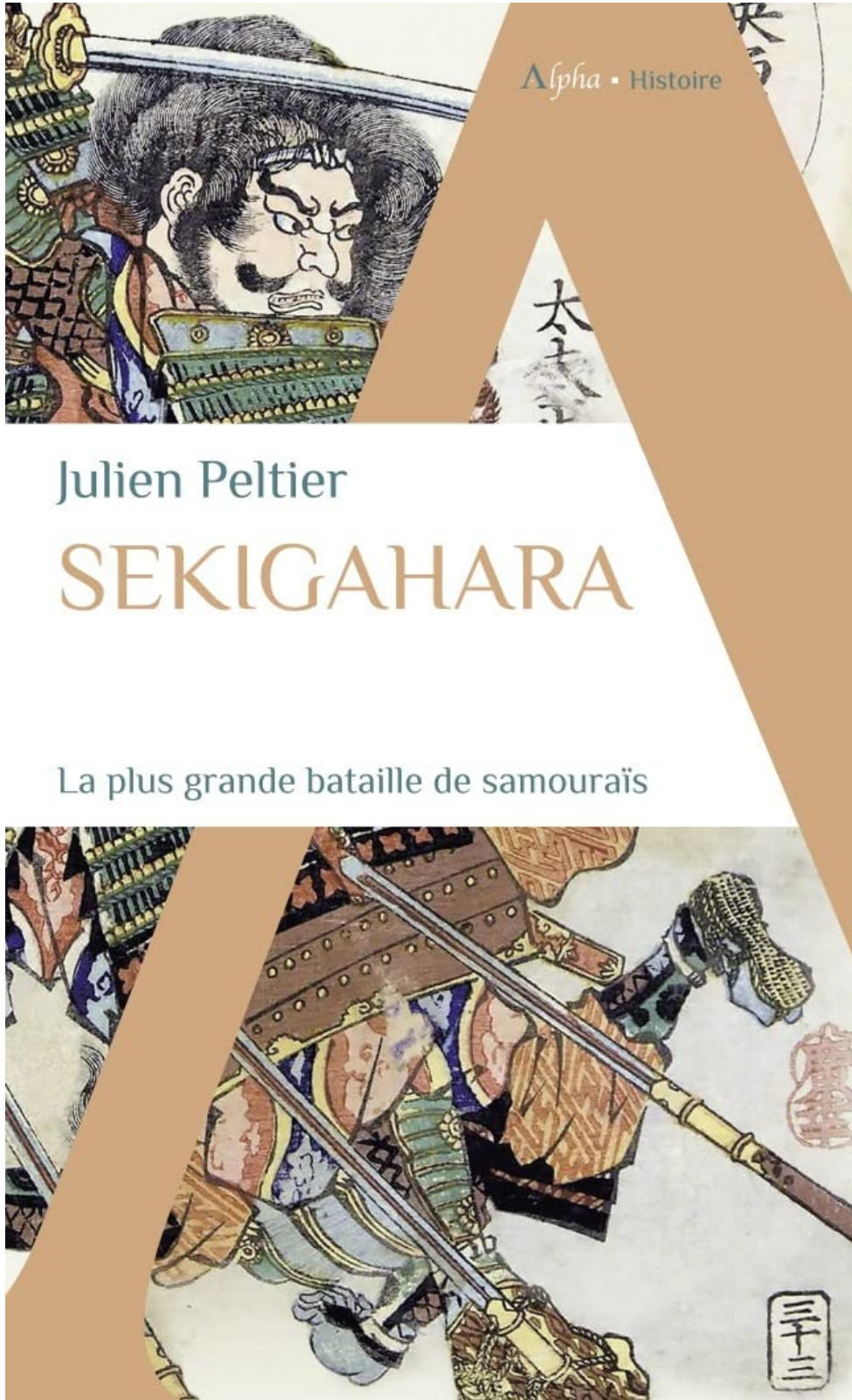
La **bataille de Călugăreni** opposa le voïvode Michel le Brave de Valachie à la tête d'une armée de 16 000 hommes, à une armée ottomane de 30 000 à 40 000 hommes commandée par Koca Sinan Pacha. La bataille s'est déroulée en trois phases dans des marais au sud de Bucarest.

Michel le Brave, bien qu'étant resté maître du terrain en raison de sa très bonne connaissance des lieux et de ses habiles tactiques, dut se replier car il n'aurait pu faire face à une nouvelle attaque. Le résultat est en fait indécis, mais l'historiographie et la filmographie roumaines ont fait de cette demi-victoire un épisode glorieux.



23 août 1600 : bataille du château de Gifu.

La bataille du château de Gifu s'achève par la destruction du château de Gifu dans la province de Mino (moderne préfecture de Gifu) au Japon. La bataille sert de prélude à la [grande bataille de Sekigahara](#) qui survient l'automne suivant. Elle oppose Oda Hidenobu des forces de l'ouest (loyales à Toyotomi Hideyori) à Ikeda Terumasa et Fukushima Masanori des forces de l'est (loyales à Tokugawa Ieyasu).



Julien Peltier

SEKIGAHARA

La plus grande bataille de samourais

Comme les forces de

l'ouest progressent le long du Tōkaidō, Hidenobu ne peut prévoir où les forces de l'est franchiront la Kiso-gawa et continue sa marche vers l'ouest. Pour se défendre contre toutes les possibilités, Hidenobu met en place des fortifications dans toute la région, avec le château de Gifu au centre, ce qui divise ses forces et affaiblit leur effectif total.

Lorsque les mouvements de Hidenobu sont connus, les forces de Terumasa se regroupent pour unir leurs efforts. Tôt le matin du 22 août 1600, les forces combinées se déplacent du district de Haguri à Kōda (actuelle ville d'Ichinomiya, préfecture d'Aichi) dans la province d'Owari vers le district voisin de Haguri à Kōdajima (actuelle ville de Kakamigahara, préfecture de Gifu) dans la province de Mino. (Les deux districts Haguri avaient déjà été un seul et même district de la province d'Owari, d'où leurs noms semblable et la proximité.) Au cours de leur marche, elles traversent la Kiso-gawa.

Alors qu'elles franchissent la rivière, un contingent d'arquebusiers de Hidenobu s'oppose à leur avance à la bataille de Kōda Kisogawa Tokō. Après avoir vaincu les arquebusiers, les forces de Terumasa poursuivent leur marche. L'après-midi du 22 août, elles arrivent dans le village de Komeno (de nos jours la ville de Kasamatsu) et combattent une force de 3,000 hommes commandés par Dodo Tsunaie à la bataille de Komeno et les défont. Au moment de la défaite, Hidenobu se trouve dans le village voisin de Injiki (de nos jours Ginan) et décide de retirer ses forces du château de Gifu au lieu d'attaquer les forces de l'Est où elles sont.

À peu près au même moment, les forces de Masanori tentent de traverser la Kiso-gawa à proximité du district de Nakashima de la province d'Owari, (de nos jours Ichinomiya), mais elles trouvent les forces de l'ouest profondément ancrées sur les rives opposées et décident de se diriger plus au sud pour traverser la rivière. Elles la franchissent finalement à Higashikaganoi et passent devant le château de Kaganoi (actuelle ville de Hashima, préfecture de Gifu) avant de tourner vers le nord et d'encercler le château de Takegahana. Dans un premier temps, Sugiura Shigekatsu résiste aux forces de Masanori mais Mōri Hiromori, commandant de ses forces de renfort, capitule devant Masanori et Shigekatsu n'a d'autre choix que de faire de même ce qui entraîne la chute du château de Takegahana.

Après les victoires de Terumasa et Masanori, les deux forces se rejoignent à l'Arata-gawa au sud du château de Gifu pour entamer leur avance finale.

Dans la soirée du 22 août, les forces combinées de l'est continuent leur poursuite de Hidenobu. Pour renforcer ses propres troupes, Hidenobu envoie des demandes d'aide aux proches châteaux d'Ōgaki et Inuyama. En attendant que les forces arrivent, Hidenobu reste au château de Gifu pensant qu'elles pourront piéger les forces opposées entre son château et les forces de soutien de Ōgaki et Inuyama. Le clan Toyotomi envoie également quelques forces au château de Gifu pour aider à sa défense.

Même si Hideyoshi pense que le château Gifu peut résister à toute attaque, il place encore des forces aux cols de montagne autour du château, protégeant chaque itinéraire qui y mène. Hidenobu et son frère Oda Hidenori sont responsables des hommes au château de Gifu et Tsuda Tōsaborō, Kozukuri Tomoyasu et Dodo Tsunaie, des hommes restants, ce qui encore une fois divise et fragilise les forces de Hidenobu.

Au lever du jour le 23 août, les forces de l'Est sont alertées de l'accumulation de forces des châteaux d'Ōgaki et Inuyama. Afin de se préparer à la bataille, des hommes de Yamauchi Kazutoyo, Arima Toyōji, Togawa Tatsuyasu et Horio Tadauji sont massés dans les villages au sud-est du château de Gifu et les forces de Tanaka Yoshimasa, Tōdō Takatora et Kuroda Nagamasa au sud-ouest.

Plus tard dans la matinée, elles commencent à se déplacer vers le Zuiryū-ji où elles rencontrent Asano Yoshinaga et la bataille s'engage. Comme li Naomasa se bat dans d'autres montagnes sur le chemin du château de Gifu, Masanori le rejoint et jette toutes ses forces dans la bataille, cernant ainsi complètement le château.

Pendant la bataille, aucun renfort n'arrive du château d'Inuyama dont le seigneur, Ishikawa Sadakiyo reste en place avec d'autres chefs, après avoir conclu un accord avec Naomasa de ne pas se joindre à la bataille. Le château Ōgaki envoie des forces d'appui ; cependant, elles arrivent trop tard pour participer à la bataille.

L'ensemble du château de Gifu, à part le donjon, passe sous le contrôle des forces de l'est. Hidenobu continue à se battre jusqu'à la fin mais son armée est réduite à quelques dizaines d'hommes. Hidenobu est prêt à se battre jusqu'à la mort mais est finalement convaincu de se rendre aux forces de l'est. En fin de compte, le château de Gifu tombe en une seule journée.

Hidenobu continue à se battre en faveur de Hideyori ; Cependant, après que les forces de Hideyori aient perdu la bataille de Sekigahara le mois suivant, Hidenobu s'installe au mont Kōya et devient moine. Il y meurt cinq ans plus tard.

23 août 1702 : bataille de Cadix.

La bataille de Cadix s'est déroulée du 23 août au 30 septembre 1702, pendant la guerre de Succession d'Espagne, entre les Espagnols et les Anglo-Hollandais qui tentaient de s'emparer du port de Cadix, grand centre européen du commerce entre l'Espagne et l'Amérique. La prise du port devait fournir aux Alliés une importante base à partir de laquelle leur flotte pourraient contrôler la Méditerranée occidentale et isoler l'Espagne de son empire des Amériques.

Le 15 mai 1702, les puissances de la Grande Alliance, dirigée par l'Angleterre et les Provinces-Unies, déclarent la guerre à la France et l'Espagne. L'empereur Léopold Ier déclare également la guerre aux Bourbons¹, mais ses troupes commandées par le prince Eugène de Savoie ont déjà commencé les hostilités dans le nord de l'Italie, le long de la vallée du Pô dans le but d'obtenir pour l'Autriche le duché de Milan alors possession espagnole.

La campagne victorieuse d'Eugène de Savoie en 1701 (bataille de Carpi, et de Chiari) a suscité l'enthousiasme de l'Angleterre pour la guerre contre la France, et a persuadé Guillaume III d'Angleterre d'envoyer une flotte alliée en Méditerranée. Le comte Wratislaw, envoyé de

l'Empereur en Angleterre, persuade le roi que l'envoi d'une flotte alliée en Méditerranée provoquerait le soulèvement de la province espagnole de Naples, qui gagnerait l'Italie du sud, intimiderait le francophile pape Clément XI, et encouragerait le duc de Savoie, et d'autres princes d'Italie, à changer de camp. Plus modestement, le prince de Savoie plaide pour une escadre chargée de protéger le passage de ses livraisons depuis Trieste à travers l'Adriatique.

Les Anglais ont leurs propres intérêts à défendre en Méditerranée : la Compagnie du Levant a besoin d'escorte, et une présence navale alliée permettrait de contester la domination de la flotte française de Toulon, une attaque sur celle-ci porterait un coup fatal à la domination navale française. Toutefois, pour que les Alliés s'engagent en Méditerranée, il faut d'abord assurer une base sur la péninsule ibérique. En outre, la prise de Cádiz ouvrirait le détroit et la porte du commerce avec le Nouveau Monde. La mort de Guillaume III le 8 mars 1702 ne bouleverse pas ces plans, qui reçoivent très vite l'assentiment d'Anne Stuart, la nouvelle reine d'Angleterre, et de ses ministres conduits par le duc de Marlborough, commandant en chef des forces britanniques.

Les représentants de l'Angleterre à la cour de Lisbonne, John Methuen et son fils Paul, réclament une forte démonstration navale sur la côte espagnole pour encourager l'indécis Pierre II de Portugal d'annuler ses récents traités avec la France et l'Espagne, et d'adhérer à la Ligue d'Augsbourg. Les Methuen ont le soutien du prince Georges de Hesse-Darmstadt, cousin de l'impératrice Éléonore de Neubourg. Les alliés estiment que le prince pourrait inspirer et même diriger l'insurrection pro-autrichienne en Espagne au nom du fils cadet de l'Empereur et prétendant au trône d'Espagne, l'archiduc Charles de Habsbourg.

Le 23 août 1702, la flotte combinée anglo-hollandaise arrive en vue de Cadix sous le commandement de l'amiral anglais Sir George Rooke. La flotte était composée de 207 navires, en comptant navires de ligne, auxiliaires et de transport et un total de 14 000 hommes de débarquement sous les ordres du duc d'Ormonde. La flotte anglaise était composée de 30 navires, 6 frégates, 5 bombardes et 9 brûlots avec un total de 2 570 canons et 16 400 hommes d'équipage. La flotte hollandaise quant à elle était composée de 20 navires, 3 frégates, 3 bombardes et 3 brûlots totalisant 1 580 canons et 10 850 hommes d'équipage.

Subitement devenue zone de guerre, l'Andalousie était faiblement défendue. Le gouverneur d'Andalousie, le marquis de Villadarias, ne disposait dans les environs que de 150 cavaliers. Escipion Brancaccio, commandant de la ville de Cadix, ne disposait quant à lui que de 300 soldats sous ses ordres.

Les Anglo-Hollandais procédèrent avec beaucoup de lenteur et désordre dus aux désaccords entre leurs chefs.

Pour finir, ils débarquèrent près du port de Santa Maria, et pendant le débarquement, une forte bise fit couler 25 barges et noya 20 hommes. La lenteur des Anglo-Hollandais fut mise à profit par Villadarias, qui réussit à réunir rapidement environ 600 cavaliers et quelques bataillons de miliciens. Les alliés réussirent à débarquer malgré la résistance de quelques soldats espagnols. Un des officiers anglais, Lord Stanhope, admit que si les Espagnols avaient disposé de 200 cavaliers de plus, ils auraient repoussé le débarquement.

Une fois débarqués, ils avancèrent jusqu'à Rota où ils passèrent deux jours entiers à débarquer les approvisionnements. Pendant ce temps, les cavaliers de Villadarias les harcelaient en leur causant un très grand nombre de pertes. Les alliés rebroussèrent chemin et mirent à sac le port de Santa Maria en profanant tous les lieux sacrés. Le temps perdu par les alliés fut mis à profit pour renforcer la défense de Cadix. Fernan Nuñez entra dans le port de la ville avec ses galères et Villadarias continua à attaquer en de multiples endroits avec ses cavaliers.

Les alliés, pour mettre en sécurité leur flotte, qui était ancrée dans une plage exposée, voulurent la mettre à l'abri dans la baie de Cadix. Pour cela, ils devaient capturer le fort de Matagorda, ce qui leur permettrait également de détruire les galères espagnoles de Fernan Nuñez.

Avec 600 Hollandais et 1 600 Anglais, ils construisirent un chemin à travers le sable et mirent en place une batterie pour attaquer le fort. Mais, depuis cette position, ils étaient à portée de l'artillerie des navires espagnols du port et des galères qui réalisaient des attaques sur leur flancs.

Pendant ce temps, les cavaliers espagnols de Villadarias continuaient leurs incursions pour couper les communications des alliés et reconquirent Rota lors d'une attaque surprise. Entre-temps, les Anglais ne progressaient guère ; le fort de Matagorda résistait toujours.

Pour finir, au vu du manque de progrès, ils décidèrent de rembarquer un mois après leur arrivée.



23 août 1793 : la Convention nationale décide la levée en masse des hommes de la tranche d'âge 25 à 30 ans.

Le 2 mars 1793, la Convention décide la levée en masse de trois cent mille hommes, pris parmi les célibataires ou veufs de 18 à 25 ans. Chaque département de France doit fournir des volontaires, complétés par des hommes requis par désignation ou par tirage au sort. La Convention décrète ensuite, le 23 août 1793, la levée en masse concernant la tranche d'âge de 25 à 30 ans. Cette levée en masse renforce considérablement les armées mais suscite de forts mécontentements populaires régionaux, entraînant des émeutes et insurrections. Elle est notamment l'élément déclencheur de la guerre de Vendée.

Le 23 août 1793, la levée en masse des hommes de 25 à 30 ans est décrétée à la suite du rapport Barère. Alors qu'en février 1793, la France n'avait que 200 000 hommes sous les drapeaux, elle en compte 500 000 en juillet, 732 000 en septembre, et 804 000 en décembre 1793 répartis en 15 armées, chiffre considérable pour l'époque.



« Le départ du volontaire ». Huile sur toile, vers 1793. Paris, musée Carnavalet.

La levée en masse suscite un fort mécontentement paysan et provoque des émeutes, surtout dans l'ouest de la France, qui entraînent le début de la guerre de Vendée. En mars 1793, des insurrections éclatent en Vendée, en Loire-Atlantique, dans le Maine-et-Loire, dans le Morbihan, dans les Deux-Sèvres et plus partiellement dans la Mayenne, en Ille-et-Vilaine, dans les Côtes-du-Nord, dans le Finistère et dans la Sarthe. Les républicains parviennent à mater les insurgés dans les régions au nord de Loire, mais ils échouent au sud du fleuve. Quelques incidents, mais de bien moindre ampleur, sont également signalés dans quelques autres départements : Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Cher, Nièvre, Haute-Vienne, Lot, Gers, Haute-Loire, Lozère, Tarn, Hérault, Somme, Doubs et Bas-Rhin.



23 août 1813 : bataille de Großbeeren.

La bataille eut lieu à Blankenfelde, Großbeeren et Sputendorf à une quinzaine de kilomètres au sud-ouest de Berlin dans le cadre de la guerre de la campagne d'Allemagne, dans la guerre de la Sixième Coalition, entre l'armée française commandée par le maréchal Oudinot et les forces prussiennes sous les ordres du Generalleutnant Friedrich Wilhelm von Bülow.

Après la rupture de l'armistice de Pleiswitz le 18 août, Napoléon ordonne à Oudinot, qui avait été gravement blessé récemment, de reprendre Berlin pendant que lui-même, plus à l'est, manœuvre contre l'armée de Silésie de Blücher. Berlin est défendue par l'armée du Nord de Bernadotte, maréchal napoléonien devenu prince royal de Suède ; celui-ci montre peu de hâte à combattre ses anciens compatriotes mais son subordonné Bülow lui force la main et choisit de livrer bataille. Les troupes suédoises restent en réserve de la bataille et Bernadotte laisse l'effort principal à l'armée prussienne.

Oudinot fait avancer ses 60 000 hommes dont des Saxons sur trois routes avec peu de communications entre elles et de cavalerie vers Berlin par la route de Wittenberg dans la plaine de Trebbin.

La météo se traduit par une pluie torrentielle sur un terrain sableux où se forment des lacs.

Le 4^e corps, commandé par le général Bertrand, resta aux prises toute la journée, sur la droite, avec les 13 000 hommes des milices du Brandebourg et les 32 canons de la Landwehr du général Tauentzien mais sans avantage marquant de part et d'autre. Le 7^e corps franco-saxon, 27 000 hommes, commandé par le général Reynier, attaque le centre tenu par les 38 000 hommes de von Bülow. Ils s'emparent du village et occupent la colline du moulin-à-vent qui se trouve derrière mais ils sont contre-attaqués alors qu'ils se préparent à leur cantonnement.

Le général Guillemot, qui était sur la gauche avec le 12^e corps formé des « *Marie-Louise* », des jeunes recrues enthousiastes mais inexpérimentées, du côté de Guttergotz, en observation devant les Russes de Wintzingerode et de Vorontsov, avait donné toute son attention à la canonnade qui écrasait le centre de l'armée française.

À ce bruit, il n'avait pas hésité ; laissant les Russes qui ne bougeaient pas, et mettant en pratique la maxime des tacticiens qui sont braves avant tout, à défaut d'ordre, il s'était dirigé sur le feu. Cependant, il n'avait pu arriver sur le champ de bataille que le soir. Von Bülow était déjà maître de Gross-Beeren, et le centre se trouvait en pleine retraite sur Gottow. Ce mouvement réussit d'abord à arrêter l'élan des Prussiens puis à reprendre le village.

Mais le 7^e corps avait subi la perte de 3 000 morts et blessés, plus treize pièces de canon. 1 500 soldats saxons furent fait prisonniers, qui, le lendemain même s'enrôlèrent au service de la Prusse.

Oudinot ordonne la retraite à Jüterbog. Défaite française.

Dans le temps où se livrait le combat de Gross-Beeren, une division était sortie de Magdebourg, sous les ordres du général Girard pour se joindre.

Le 27, cette colonne tomba au milieu de l'avant-garde russe à Belzig. L'infanterie française eut d'abord l'avantage ; mais tandis qu'elle était aux prises avec les troupes du général Hirschfeld, qui lui cédait le terrain, elle fut tournée et enveloppée par les cosaques de Tchernychev.

Un grand désordre s'ensuivit. Le général Girard fut blessé, et sa colonne ne put rentrer à Magdebourg qu'en laissant 800 prisonniers et 6 canons.



23 août 1866 : traité de Prague.

Le traité de Prague est un traité de paix signé à Prague, alors possession autrichienne (actuellement en Tchéquie), le 23 août 1866 à la suite de la Guerre austro-prussienne qui déchira la Confédération germanique.

Conclu entre l'empire d'Autriche, le royaume de Prusse et plusieurs autres anciens États membres de la Confédération germanique, il met fin à la traditionnelle suprématie de la Maison d'Autriche sur l'espace germanique et consacre la victoire de la politique de Bismarck, au service de la Prusse des Hohenzollern, sur Vienne et les Habsbourg-Lorraine.

Par le traité, la Prusse annexe les duchés de Schleswig et de Holstein, et place les anciens États souverains alliés de l'Autriche — Hanovre, Nassau, Hesse-Cassel ainsi que la ville libre de Francfort — sous administration militaire prussienne. Berlin réalise ainsi la continuité territoriale entre ses provinces occidentales de Rhénanie et de Westphalie, et son berceau originel du Brandebourg, à l'est de l'Elbe.

La Confédération germanique est dissoute. Une Confédération de l'Allemagne du Nord, regroupant sous présidence prussienne les pays situés au nord du Main, est créée. Les États du sud de l'Allemagne, Grand-duché de Hesse-Darmstadt, Grand-duché de Bade, Royaume de Wurtemberg et Royaume de Bavière accèdent à une complète indépendance. L'Autriche est exclue de l'espace germanique.

Source : WIKIPEDIA

Traité de paix signé à Prague entre la Prusse et l'Autriche

Article premier.

Entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur d'Autriche ainsi qu'entre leurs héritiers et descendants et les États et sujets des deux parties, il y aura désormais une paix et une amitié perpétuelles.

Article 2.

En vue de l'exécution de l'article 6 des préliminaires de paix signés le 26 juillet de l'année courante à Nikolsbourg, et après que S. M. l'Empereur des Français a fait déclarer officiellement le 29 juillet ejusdem à Nikolsbourg, par son ambassadeur accrédité près de S.M. le roi de Prusse, « *qu'en ce qui concerne le gouvernement de l'Empereur la Vénétie est acquise à l'Italie pour lui être remise à la paix,* » S. M. l'Empereur d'Autriche accède également pour sa part à cette déclaration et donne son consentement à la réunion du royaume lombard-vénitien au royaume d'Italie, sans autre condition onéreuse que la liquidation des dettes qui seront reconnues afférentes aux territoires cédés, conformément au précédent traité de Zurich.

Article 3.

Des deux parts les prisonniers de guerre seront remis immédiatement en liberté.

Article 4.

S.M. l'Empereur d'Autriche reconnaît la dissolution de la Confédération germanique telle qu'elle a existé jusqu'ici, et donne son assentiment à une nouvelle organisation de l'Allemagne sans la participation de l'Empire d'Autriche. Sa Majesté promet également de reconnaître l'union fédérale plus étroite qui sera fondée par S. M. le Roi de Prusse au nord de la ligne du Main, et déclare consentir à ce que les États Allemands situés au sud de cette ligne contractent une union dont les liens nationaux avec la Confédération du nord de l'Allemagne feront l'objet d'une entente ultérieure entre les deux parties, et qui aura une existence internationale indépendante.

Article 5.

S.M. l'Empereur d'Autriche transfère à S. M. le Roi de Prusse tous les droits que la paix de Vienne du 30 octobre 1864 lui avait reconnus sur les duchés de Schleswig et de Holstein, avec cette réserve que les populations des districts du nord du Schleswig seront de nouveau réunies au Danemark si elles en expriment le désir par un vote librement émis

Article 6.

Conformément au désir exprimé par S. M. l'Empereur d'Autriche, S. M le Roi de Prusse se déclare prêt à laisser subsister, lors des modifications qui doivent avoir lieu en Allemagne, l'état territorial du royaume de Saxe dans son étendue actuelle, en se réservant par contre de régler en détail, par un traité spécial avec S. M. le roi de Saxe, les questions relatives à la part de la Saxe dans les frais de guerre, ainsi qu'à la position future du royaume de Saxe dans la Confédération du nord de l'Allemagne. En revanche, S. M. l'Empereur d'Autriche promet de reconnaître la nouvelle organisation que le Roi de Prusse établira dans le nord de l'Allemagne, y compris les modifications territoriales qui en seront la conséquence.

Article 7.

Afin de répartir les propriétés de la Confédération telle qu'elle a existé jusqu'ici, une commission se réunira à Francfort-sur-le-Main dans les six semaines au plus tard après la ratification du présent traité ; cette commission recevra communication de toutes les créances et prétentions sur la Confédération germanique, lesquelles devront être liquidées dans les six mois. La Prusse et l'Autriche se feront représenter dans cette commission ; tous les autres gouvernements qui ont fait partie jusqu'ici de la Confédération pourront en agir de même.

Article 8.

L'Autriche conserve le droit d'enlever les propriétés impériales des forteresses fédérales et la part matriculaire de l'Autriche de la propriété mobilière fédérale, ou d'en disposer autrement ; il en est de même de toutes les propriétés mobilières de la Confédération.

Article 9.

Aux fonctionnaires, serviteurs et pensionnés de la Confédération, autant qu'ils sont portés sur le budget fédéral, les pensions qui leur reviennent ou qui leur sont déjà accordées restent garanties, en proportion de la matricule ; toutefois le gouvernement royal prussien prend à sa charge les pensions et subventions des officiers de la ci-devant armée du Schleswig-Holstein et de leurs héritiers, lesquelles étaient payées jusqu'ici par la caisse matriculaire fédérale.

Article 10.

Les pensions accordées par le gouvernement impérial autrichien dans le Holstein restent acquises aux personnes intéressées. La somme de 449,500 thalers, monnaie du Danemark en obligations d'État du Danemark à 4 pour 100, qui se trouve encore en possession du gouvernement impérial autrichien, somme appartenant au trésor holsteinois, sera restituée à celui-ci immédiatement après la ratification du présent traité.

Nul habitant des duchés du Holstein et du Schleswig et nul sujet de LL. MM. le Roi de Prusse et

l'Empereur d'Autriche ne sera poursuivi, inquiété ou atteint dans sa personne ou dans sa propriété du chef de sa conduite politique pendant les derniers événements et durant la guerre.

Article 11.

S. M. l'Empereur d'Autriche prend l'engagement de payer à S. M. le Roi de Prusse la somme de 40 millions de thalers de Prusse pour couvrir une partie des frais que la guerre a occasionnés à la Prusse. Mais il y a lieu de retrancher de cette somme le montant de l'indemnité des frais de guerre que S. M. l'Empereur d'Autriche a encore le droit d'exiger des duchés de Schleswig et de Holstein en vertu de l'article 12 du traité de paix du 30 octobre 1864 précité, soit 15 millions de thalers, plus 5 millions, comme montant des frais d'entretien de l'armée prussienne supportés par les pays de l'Autriche occupés par cette armée, jusqu'au moment de la conclusion de la paix, de manière qu'il ne reste plus à payer comptant que 20 millions de thalers de Prusse. La moitié de cette somme sera versée en espèces à l'échange des ratifications du présent traité, et la seconde moitié, également en espèces, trois semaines plus tard à Oppeln.

Article 12.

L'évacuation des territoires autrichiens occupés par les troupes royales prussiennes sera terminée dans les trois semaines qui suivront l'échange des ratifications. A dater du jour de l'échange des ratifications, les gouverneurs généraux prussiens restreindront leurs fonctions aux attributions purement militaires. Les dispositions spéciales d'après lesquelles cette évacuation aura lieu seront arrêtées dans un protocole séparé, qui formera une annexe au présent traité.

Article 13.

Tous les traités et conventions conclus entre les hautes parties contractantes avant la guerre sont de nouveau remis en vigueur par le présent traité, autant que par leur nature ils ne doivent cesser d'exister en suite de la dissolution de la Confédération germanique. La convention générale d'extradition conclue le 10 février 1831 entre les États confédérés allemands, ainsi que les dispositions additionnelles qui s'y rattachent, conserveront spécialement leur vigueur entre la Prusse et l'Autriche.

Toutefois, le gouvernement impérial autrichien déclare que la convention monétaire conclue le 24 janvier 1837 perd, par la dissolution de la Confédération germanique, la partie la plus essentielle de sa valeur pour l'Autriche, et le gouvernement royal prussien se déclare prêt à entrer en négociations sur la suppression de cette convention avec l'Autriche et les autres signataires. De même les hauts contractants se réservent d'ouvrir aussitôt que possible des négociations concernant la révision du traité de commerce et de douanes du 11 avril 1865, dans le sens d'une plus grande facilité à introduire dans les relations entre les deux pays.

Provisoirement le traité précité entrera en vigueur, avec la réserve que chacun des hauts contractants aura la faculté de le retirer après en avoir fait la déclaration six mois à l'avance.

23 août 1912 : naissance d'Alphée Maziéras, compagnon de la Libération.


Alphée Maziéras naît le 23 août 1912 à Évaux-les-Bains, dans la Creuse, d'un père receveur des contributions directes. Au gré des affectations de son père, Alphée effectue sa scolarité élémentaire à Évaux-les-Bains et à La Souterraine dans la Creuse puis à La Coquille en Dordogne. Il étudie ensuite au lycée de Périgueux où son père a été muté puis part à Bordeaux pour y effectuer une classe préparatoire aux grandes écoles. En 1933, il entre à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr dans la promotion *Albert 1^{er}*. En 1935, il termine sa formation à Saint-Cyr et est affecté sur la ligne Maginot pendant un an avant d'être muté au Cameroun en décembre 1936. En Afrique, entre autres fonctions, il est commandant de la subdivision de Guider en pays Kirdi.

Toujours en Afrique au début de la Seconde Guerre mondiale, Alphée Maziéras, alors lieutenant, fait partie d'un détachement destiné à partir en renfort en métropole. Cependant, la signature de l'armistice du 22 juin 1940 empêche le départ et le consigne à Douala. Désireux de poursuivre la lutte contre l'Allemagne, il décide de se rallier au général de Gaulle et fait partie des hommes qui accueillent le colonel Leclerc à Douala en août 1940. Après avoir contribué activement au ralliement du Cameroun à la France libre, il participe à la campagne du Gabon à l'issue de laquelle il reçoit une citation à l'ordre des forces françaises libres pour

avoir fait de nombreux prisonniers.

Alphée Maziéras prend ensuite part à la guerre du désert en Libye à partir de février 1942. Commandant un peloton lors de la campagne du Fezzan, il reçoit une citation à l'ordre de l'armée après avoir sauvé un camarade blessé en le récupérant à peine 200 mètres devant trois mitrailleuses ennemies. Peu de temps après, alors qu'il se trouve à Faya-Largeau, au Tchad, il est grièvement blessé dans un accident de moto et doit être hospitalisé pendant plusieurs mois en Afrique du Sud. Une fois rétabli, il est affecté à l'état-major de Rabat puis est muté à la 2^e division blindée au sein de laquelle il intègre le régiment de marche du Tchad (RMT). Il rejoint son nouveau régiment en octobre 1944 à Rambervillers, dans les Vosges, et prend le commandement de la 11^e compagnie.

En pleine bataille des Vosges, le RMT installe son poste de commandement au hameau des carrières à Badonviller, devant le village de Bréménil. Le 18 novembre 1944, alors que Maziéras et son supérieur sont en réunion, un tir d'artillerie allemande dévaste le PC, tuant les deux hommes. Alphée Maziéras est inhumé à la nécropole nationale de Colmar.

- **Chevalier de la Légion d'Honneur**
- **[Compagnon de la Libération - décret du 23 mai 1942](#)**
- **Croix de Guerre 39/45 (2 citations)**
- **Médaille de la Résistance avec rosette**
- **Médaille Coloniale avec agrafe « *Fezzan 1942* »**

23 août 1913 : naissance d'André Mounier, compagnon de la Libération.

André Mounier naît le 23 août 1913 à Oued Seguin, dans le département de Constantine en Algérie française. Il passe toute son enfance en Algérie où il est scout puis fait des études de droit à Alger. Tout en obtenant sa licence de droit, il effectue une préparation militaire supérieure à l'issue de laquelle il obtient le grade de sous-lieutenant. Il effectue son service militaire à partir de 1934, d'abord à l'école de cavalerie de Saumur puis au 3^e régiment de chasseurs d'Afrique à Constantine. Promu lieutenant, ses supérieurs tentent de le convaincre de s'engager mais il préfère être libéré pour devenir avocat à la cour de Tunis.



Au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, il est mobilisé au 1^{er} régiment étranger de cavalerie à Sousse et envoyé sur la ligne Mareth. Il s'y trouve toujours lorsqu'est signé l'armistice du 22 juin 1940. Démobilisé en septembre 1940 et refusant la défaite, il crée un réseau de renseignement portant son nom et destiné à surveiller les convois maritimes allemands et italiens descendant le long des côtes de Tunisie. Ayant acquis un petit navire de pêche, il réussit à se rendre à Malte où il établit la liaison avec les troupes britanniques et fournit ses renseignements à l'*Intelligence Service*. Renvoyé en Tunisie par sous-marin, il met en place trois postes émetteurs permettant des liaisons directes avec les Britanniques pour leur fournir de nombreuses informations sur le trafic maritime ennemi. Ces précieux renseignements permettent à la Royal Navy et à la Royal Air Force de causer d'importants dommages aux marines ennemies.

En parallèle de son cabinet d'avocat, André Mounier crée une société de pêche qui lui sert de couverture pour les nombreux déplacements en mer qu'il effectue dans le cadre de l'activité de son réseau. Ainsi, chaque mois, lui et ses hommes déguisés en pêcheurs rencontrent au large des côtes tunisiennes un sous-marin britannique qui leur fournit matériel et documents. Mounier diversifie ensuite l'action de son réseau en se lançant dans le sabotage. Le sous-marin allié lui fournit désormais des explosifs avec lesquels il détruit de nombreux navires italiens ainsi que des véhicules des troupes vichystes en route vers la Libye. En mars 1941, le réseau est renforcé par l'arrivée de François Vallée et de Henri Gaillot, futurs agents du *Special*

Operations Executive. Les 7 et 9 juin, les trois hommes détruisent les cargos italiens *Sirio* et *Achille* mais le 23 juin, en tentant de couler le pétrolier *Proserpina*, François Vallée est arrêté. Henri Gaillot est également fait prisonnier quelques jours plus tard et André Mounier est contraint de s'échapper vers Malte le 26 juin.

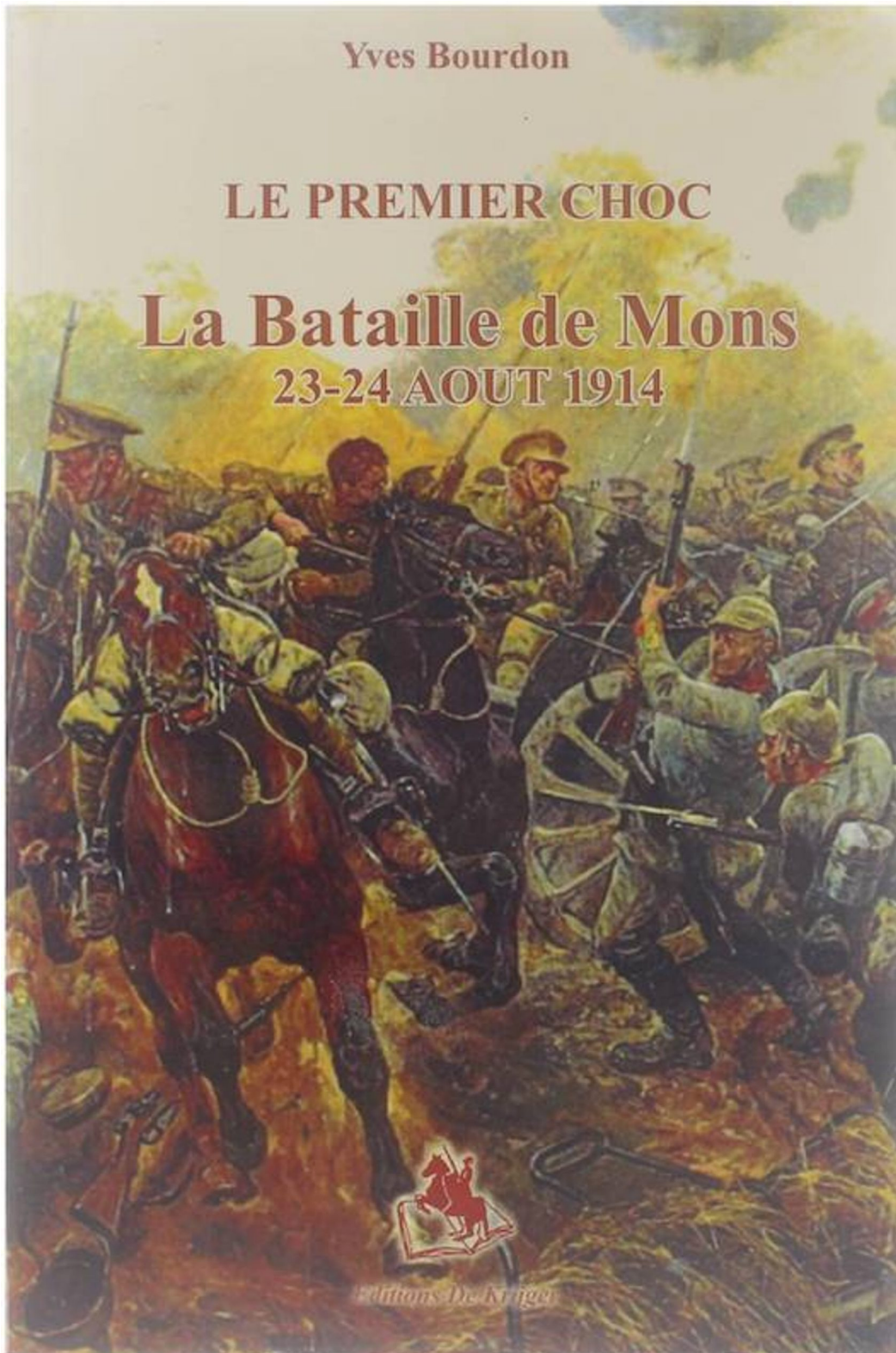
Engagé le 19 août 1941 dans les forces françaises libres, il est pressenti pour retourner en Afrique y effectuer des opérations spéciales. Le 21 septembre 1941, il embarque à bord d'un Heinkel He 115 en direction des côtes tunisiennes. Mais peu de temps après le décollage, l'hydravion s'abîme en mer et aucun des quatre occupants de l'appareil ne survit.

- **Chevalier de la Légion d'Honneur**
- **[Compagnon de la Libération - décret du 12 mai 1943](#)**
- **Croix de Guerre 39/45 avec palme**

23 août 1914 : bataille de Mons.

La bataille de Mons est une bataille qui oppose le Corps expéditionnaire britannique à la 1^{re} armée allemande du général Alexander von Kluck le 23 août 1914. Il s'agit du dernier affrontement de la bataille des Frontières, et le premier impliquant des troupes britanniques sur le sol européen depuis la guerre de Crimée en 1856.

Le corps expéditionnaire britannique résiste toute la journée aux assauts allemands en leur infligeant de fortes pertes, il est cependant contraint d'effectuer une retraite du fait de la pression des troupes allemandes et du retrait de la 5^e armée française sur son flanc droit. Cette retraite dure 15 jours jusqu'au 6 septembre, date à laquelle les troupes britanniques contre-attaquent lors de la première bataille de la Marne.



La bataille de Mons débute à l'aube du 23 août 1914 par un bombardement allemand des lignes

britanniques. Les Allemands vont diriger une grande partie de leurs attaques sur la partie des lignes britanniques repliée derrière le canal Mons-Condé formant un saillant au nord de Mons. Pour cela, ils veulent s'emparer des quatre ponts enjambant le canal au niveau du saillant.

À 9 h, quatre bataillons allemands attaquent le pont de Nimy défendu par une seule compagnie du 4^e bataillon de fusiliers royaux et une section de mitrailleuses aux ordres du lieutenant Maurice Dease. Avancant en rangs serrés à découvert, les Allemands sont des cibles faciles pour les soldats professionnels britanniques ; cette première attaque est repoussée avec des pertes sévères pour l'assaillant.

Les attaques allemandes suivantes sont mieux préparées et pressent davantage les défenseurs britanniques. L'ardeur au combat des fusiliers royaux et des mitrailleurs permet de repousser les différents assauts allemands. Au pont de Nimy, le lieutenant Dease prend le contrôle de sa mitrailleuse après la mort ou la mise hors de combat de tous les hommes de sa section ; il continue le tir malgré les blessures reçues. Après avoir été touché une cinquième fois, il est évacué au centre de soins du bataillon où il décède. Au pont de Ghlin, le soldat Sydney Godley, sur une autre mitrailleuse, résiste toute la journée et reste en arrière pour couvrir la retraite des fusiliers à la fin de la bataille. Il se rend après avoir démonté sa mitrailleuse et jeté les pièces dans le canal. Ces deux soldats sont les premiers soldats de la Première Guerre mondiale à recevoir la *Victoria Cross*.

À la droite des fusiliers royaux, le 4^e bataillon du Régiment de Middlesex et le 1^{er} bataillon du régiment des Gordon Highlanders sont également pressés par les Allemands lors de l'attaque du saillant. En grande infériorité numérique, les deux bataillons subissent de lourdes pertes mais, avec le renfort du Régiment Royal d'Irlande gardé comme réserve divisionnaire et le soutien de l'artillerie divisionnaire, les ponts sont conservés et les assauts repoussés.

Les Allemands décident alors d'élargir les zones d'attaque. Ils longent le canal à l'ouest du saillant. Protégés par des plantations de sapins, les troupes allemandes ouvrent un feu violent sur le 1^{er} bataillon du Régiment *Royal West Kent* et sur le 2^e bataillon du *King Own Scottish Borderer*. Malgré les lourdes pertes, les deux bataillons britanniques repoussent toutes les tentatives de franchissement du canal toute la journée.

Au cours de l'après-midi, sous le poids des attaques allemandes, les Britanniques se rendent compte que les positions du saillant sont devenues intenable. De nombreux bataillons qui défendent le saillant ont subi de lourdes pertes. À l'est du saillant et des positions britanniques, des unités du IX^e corps d'armée allemand ont franchi le canal et menacent le flanc droit britannique. À Nimy, le soldat allemand Oskar Niemeyer réussit, sous le feu britannique, à poser un pont flottant. Malgré sa mort, son action permet aux troupes allemandes d'accentuer leur pression sur les défenseurs du pont.

À 15 h, la 3^e division d'infanterie britannique se replie au sud de Mons, entraînant le repli de la 5^e division d'infanterie. Le 2^e corps britannique établit une nouvelle ligne de défense passant par Montrœul, Boussu, Wasmes, Paturages et Frameries. Simultanément, les troupes allemandes construisent des ponts permettant de passer au sud du canal avec des forces imposantes. Dans le même temps, à la suite de la bataille de Charleroi, les troupes de la 5^e armée française commencent leur retraite, exposant davantage l'aile droite britannique. Le 24

août à 2 h du matin, le 2^e corps Britannique se replie pour atteindre des positions défensives le long de la route Valenciennes-Maubeuge.

À l'extrême gauche de la ligne britannique, les 14^e et 15^e brigades de la 5^e division sont particulièrement pressées par les troupes allemandes qui tentent de les déborder. La 2^e brigade de cavalerie et deux batteries d'artillerie (119^e batterie de campagne, et la batterie à cheval L), sont envoyées en renfort. Après quatre heures d'intenses combats, la retraite peut reprendre dans de bonnes conditions.

Mons marque la fin de la bataille des frontières. Pour Helmuth von Moltke, le chef d'état-major allemand, cette série de batailles annonce une grande victoire. Les pertes françaises sont lourdes (300 000 hommes) et la retraite des Français et des Britanniques semble désordonnée. C'est sur ce constat qu'il modifie encore le plan Schlieffen. Il ordonne à ses forces basées dans le nord-est de la France de poursuivre leur mouvement tournant vers Paris, mais il envoie les renforts qui leur étaient destinés ailleurs en Lorraine pour une nouvelle attaque. Deux corps de l'aile droite allemande sont également envoyés sur le front est où la mobilisation russe a été plus rapide que prévu. D'autres unités de l'aile droite sont déployées pour le siège d'Anvers, où une grande partie de l'armée belge est postée et pour faire tomber la ville forteresse de Maubeuge tenue par les Français. L'évaluation de la situation stratégique de Moltke est erronée, en partie en raison du peu de communication qu'il a avec ses commandants. En revanche, le chef d'état-major général français, le général Joseph Joffre, estime que, malgré ses lourdes pertes, le moral des troupes reste élevé. Joffre, qui connaît à présent la position des armées allemandes, prépare une contre-attaque dans le nord-est de la France. Il ordonne à ses forces, face aux Allemands, de poursuivre leur retraite ordonnée, tandis que les armées autour de Verdun doivent rester en position pour être au centre de l'offensive. Deux nouvelles armées sont créées : la 6^e armée sous le commandement du général Michel Maunoury et la 9^e armée du général Ferdinand Foch. Joffre prévoit de placer la 6^e armée à l'ouest de l'aile droite des forces allemandes qui marchent à travers le nord-est de la France, et envoie la 9^e armée renforcer les troupes luttant contre les forces allemandes qui avancent vers le nord-est de Paris. Cependant, ce plan est compromis par la rapidité de l'avancée allemande, qui continue de faire reculer les Britanniques et les Français vers le sud.

23 août 1914 : le Japon entre dans la Grande Guerre.

L'empire du soleil levant déclare la guerre à l'Allemagne avec comme intention d'occuper ses possessions asiatiques (port de Tsingtao, îles Marianne).

23 août 1914 : bataille de Charleroi (Belgique).

L'armée du général Lanrezac se replie devant celle de von Bulow. Au même moment, le corps expéditionnaire britannique, engagé pour la première fois, est battu par von Kluck lors de la

bataille de Mons. A noter que c'est lors de la bataille de Charleroi que Pierre Drieu La Rochelle est blessé par un éclat d'obus reçu à la tête. Il écrira après-guerre, *La comédie de Charleroi*, nouvelle où il relate la retraite française.



23 août 1915 : naissance de Pierre Dureau, compagnon de la Libération.

Pierre Dureau naît le 23 août 1915 à Neuilly-sur-Seine, alors dans le département de la Seine. Il ne connaît pas son père, publiciste, qui meurt pour la France un peu plus d'un mois après sa naissance, le 1^{er} octobre 1915.



Titulaire d'une licence de droit, il est ensuite diplômé de l'école libre des sciences politiques. Il entre ensuite à Saint-Cyr d'octobre 1938 à avril 1939 pour suivre les cours d'élève officier de réserve.

À l'issue de sa formation, il fait son service militaire dans les chasseurs alpins.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, il est affecté au 6^e bataillon de chasseurs alpins où il prend la tête d'une section au sein de la 1^{re} compagnie du capitaine Lalande. Avec son unité, il est intégré au corps expéditionnaire français en Scandinavie au début de l'année 1940 et s'illustre lors de la campagne de Norvège. À l'issue de la campagne, le corps expéditionnaire débarque en Bretagne pour combattre lors de la bataille de France. Mais face à l'avancée de la *Wehrmacht*, il rembarque le 18 juin pour se réfugier en Angleterre. Comme un certain nombre de ses camarades, Pierre Dureau décide alors de se rallier à la France libre et s'engage le 1^{er} juillet 1940 dans les forces françaises libres. Affecté comme instructeur au bataillon de chasseurs de Camberley, il est promu lieutenant en février 1941 puis est muté à l'état-major du général de Gaulle à Londres jusqu'en août. Désireux de réintégrer une unité combattante, il est muté au bataillon de marche n° 7 au sein duquel il sert en Syrie et au Liban jusqu'en septembre 1942.

Détaché en tant qu'aide de camp du général de Larminat jusqu'en janvier 1943, il est ensuite

affecté à la 13^e demi-brigade de légion étrangère avec laquelle il participe à la campagne de Tunisie puis à la campagne d'Italie. Il débarque en Provence en août 1944 et prend part à la Libération de la France. Le 10 septembre, il s'illustre à Autun, le lendemain de la libération de la ville, en repoussant une importante contre-attaque ennemie. Engagé dans la bataille d'Alsace, il se distingue à nouveau le 26 janvier lors de combats à Elsenheim au cours desquels il brise une résistance ennemie pourtant fortement retranchée. Il termine la guerre sur le front des Alpes-Maritimes avec le grade de capitaine. Il est fait **Compagnon de la Libération** par décret du 28 mai 1945.

Après le conflit, il travaille dans les domaines de l'industrie du bois et de la construction, au sein d'entreprises dont il devient successivement chef de service commercial, directeur commercial et directeur général. Retiré dans le Var à sa retraite, Pierre Dureau meurt le 22 avril 2006 à La Cadière-d'Azur où il est inhumé.

23 août 1939 : pacte germano-soviétique (Moscou).

<https://theatrum-belli.com/wp-content/uploads/2021/08/Pacte-germano-svietique.mp3>

Il est également connu sous les dénominations de pacte Ribbentrop-Molotov (surtout en Occident), pacte Hitler-Staline (surtout dans les pays concernés) et Pacte de non-agression de 1939 (dans les sources soviétiques et apparentées).

Il fait suite aux accords de Munich de 1938 entre Hitler et les pays occidentaux, menant au démantèlement de la Tchécoslovaquie, et à l'échec des négociations soviéto-occidentales en vue d'une éventuelle alliance contre l'Allemagne nazie. Outre un engagement de neutralité en cas de conflit entre l'une des deux parties et les puissances occidentales, le Pacte germano-soviétique comportait un protocole secret, qui délimitait entre les deux pays des sphères d'influence, et dont la mise en œuvre se traduira par l'invasion, l'occupation et l'annexion de certains Etats ou territoires (Pologne, Finlande, pays baltes, Bessarabie). Signé pendant l'offensive soviétique contre les Japonais en Mongolie, le pacte dégrade notablement la relation entre l'Allemagne et le Japon et met un terme aux plans antisoviétiques japonais.

Le pacte est brisé le 22 juin 1941, par la décision de Hitler d'attaquer l'URSS en déclenchant l'opération *Barbarossa*, laquelle entraîne une alliance soviétique immédiate avec l'Angleterre.



[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

23 août 1944 : mort au combat d'Albert Piault (La Garde, Var), compagnon de la Libération.

Fils de cultivateur, Albert Piault est né le 11 avril 1914 à Essert dans l'Yonne.

Agriculteur, il effectue son service militaire au 4^e Régiment de zouaves en Tunisie d'octobre 1934 à octobre 1935.

Rendu à la vie civile, il s'installe à Abidjan en Côte d'Ivoire et, le 2 septembre 1939, il est mobilisé sur place comme sergent de réserve.

Refusant énergiquement l'armistice de juin 1940, il quitte la Côte d'Ivoire dès le 8 juillet pour passer en Gold Coast britannique et s'engager dans les Forces françaises libres.

Dirigé sur le Cameroun au lendemain du ralliement du territoire à la France libre, il est affecté

au 3^e Bataillon du 1^{er} Régiment de tirailleurs du Cameroun (1^{er} RTC) et combat au Gabon en novembre 1940.

En décembre 1940, son unité devient le Bataillon de marche n° 4 (BM 4) avec lequel il rejoint la Palestine au terme d'un long périple, via le Soudan et l'Égypte, pour prendre part à la campagne de Syrie en juin 1941.

Albert Piault stationne ensuite en Éthiopie avec le BM 4 de juillet 1941 à avril 1942 puis au Liban avant de rejoindre, en janvier 1943, les rangs de la 2^e Brigade française libre (2^e BFL) avec laquelle il est engagé dans les derniers combats de la campagne de Libye.

Sous-officier observateur, Albert Piault participe, à partir du mois d'avril 1943 aux opérations de Tunisie où il se distingue notamment au cours des attaques des 11 et 12 mai 1943 en assurant avec précision la surveillance de son observatoire malgré les bombardements violents de l'ennemi.

Il est promu adjudant en juillet 1943 puis aspirant le 1^{er} janvier 1944.

Le 20 avril 1944, il débarque avec son unité en Italie. Officier observateur du Bataillon, il forme une équipe de grande qualité qui assure un service permanent et extrêmement efficace. Il permet ainsi, le 13 juin 1944, de stopper une contre-attaque ennemie.

Le 17 août 1944, il débarque en Provence et prend part aux terribles combats devant Toulon. C'est à l'attaque du Thour dans le Var qu'il trouve la mort à son poste d'observation, atteint par un éclat d'obus, le 23 août 1944.

Albert Piault est inhumé à Lucy sur Cure dans l'Yonne.

- **Chevalier de la Légion d'Honneur**
- **[Compagnon de la Libération - décret du 20 novembre 1944](#)**
- **Croix de Guerre 39/45 (2 citations)**
- **Médaille Coloniale avec agrafes « *Somalie* »**



23 août 2010 : mort à 92 ans du pilote Marcel Albert, as des FAFL et ancien du Normandie-Niemen, compagnon de la Libération.

Marcel Albert est né à Paris le 25 novembre 1917, alors que son père était mobilisé comme simple soldat et se trouvait au front. Louis Marcel Albert est gazé à l'ypérite, légèrement blessé et capturé par les Allemands. Il parvient à s'échapper du camp de prisonniers de guerre en traversant à la nage le Rhin glacé. Après la guerre, il devient propriétaire d'un garage automobile. Le jeune Marcel y passe tout son temps libre, chouchouté par les mécaniciens. Sa santé se dégradant, Louis Marcel Albert doit vendre son garage et achète une ferme à la campagne, à Paray-Vieille-Poste, au bord de l'aérodrome d'Orly. De là naît la passion du jeune Marcel pour l'aviation. À leur tour, les mécaniciens aéronautiques l'accueillent parmi eux. Durant toute sa vie, Marcel Albert sera plus à l'aise au milieu des ouvriers et des sous-officiers mécaniciens que parmi ses homologues, les officiers pilotes, et les gens du beau monde. Louis Marcel Albert finit par mourir de ses problèmes pulmonaires à l'été 1935. Le jeune Marcel, très affecté par cette perte, doit cesser ses études et trouver un travail pour faire vivre sa famille. Il entre le 11 février 1936 aux usines Renault à Boulogne-Billancourt comme ouvrier métallurgiste. Il est remarqué par Louis Renault. Il n'en poursuit pas moins ses études secondaires, grâce à une bourse de l'État (il est devenu pupille de la Nation en janvier 1936 après la mort de son père). En mai 1936, le gouvernement du Front populaire arrive au pouvoir et crée les Sections d'Aviation Populaire (S.A.P) pour démocratiser ce loisir. Cela permet à Marcel de passer ses deux premiers brevets de pilote, en 1936 et 1937.



En 1938, il entre à l'école d'Istres et obtient son brevet de pilote militaire en juillet 1938. Nommé caporal le 10 août 1938 et caporal-chef en novembre, et sergent le 13 mars 1939, il est affecté en juillet 1939 à la 1^{re} escadre de chasse, mais lorsque la guerre éclate en septembre 1939, il est muté au Centre d'Instruction de la Chasse (C.I.C.) sur la future base Aérienne 122 Chartres-Champhol en tant qu'instructeur. Cette situation ne lui convient guère

et il se débat pour revenir dans une unité combattante. Il obtient satisfaction en février 1940 et il rejoint la 2^e escadrille du groupe de chasse 1/3 à Cannes. Cette unité est en cours de transformation sur le meilleur chasseur français du moment : le Dewoitine D.520, le rêve de tous les pilotes de chasse français de l'époque. Avec ce groupe, Marcel Albert effectue une trentaine de missions de mai à juin 1940, pendant la campagne de France. Il revendique ses deux premières victoires : une confirmée sur un Dornier 17, le 14 mai, et une autre probable mais non homologuée, sur un Heinkel 111 le 20 mai.

Son escadrille se replie en Afrique du nord, le 18 juin, pour éviter la capture par les Allemands. L'amertume des pilotes français est grande et les nerfs ont été mis à rude épreuve par la présence incessante qu'ils ont dû assurer en première ligne. Les hommes comprennent mal pourquoi l'armée de l'Air est accusée d'une grande partie de la responsabilité de la défaite. Ils ne savent pas pourquoi des centaines d'avions neufs sont restés au sol, dans des dépôts, alors que les unités opérationnelles manquaient cruellement de matériel. Pour Albert, une longue période d'inactivité commence.

Le 14 octobre 1941, Albert décide de passer en « *dissidence* » avec deux autres camarades, les sergents Lefèvre et Durand, et de rejoindre la France libre. À 9 h 30, ce jour-là, les Dewoitine du 1/3 décollent de la base d'Oran la Sénia pour un exercice d'entraînement. Dix minutes plus tard, Durand signale que son moteur tourne trop vite et qu'il rentre au terrain. Il s'esquive et met le cap sur Gibraltar. Lefèvre l'imité quelques instants plus tard sans que personne s'en aperçoive. Albert, lui, abandonne son équipier, avec qui il remplissait la fonction de plastron, et rejoint les deux autres évadés. Les trois hommes atteignent Gibraltar. Mais Lefèvre se pose par erreur en territoire espagnol, et c'est sous le feu des soldats franquistes qu'il doit redécoller pour atterrir du côté britannique. Après cette équipée peu banale, Albert, Durand et Lefèvre embarquent pour l'Angleterre sur un aviso des Forces navales françaises libres, le *Commandant Duboc*.

Avant de subir un entraînement intensif dans un Operational Training Unit (O.T.U.), à Camberley, ils rencontrent le général de Gaulle. Au terme de ce séjour obligatoire dans une unité d'entraînement de la Royal Air Force, Albert est nommé sergent-chef, et rejoint en décembre 1941 le groupe de chasse Île-de-France (*Squadron 340*), qui fait partie des Forces aériennes françaises libres et comprend un nombre à peu près égal de pilotes de l'Aéronavale et de l'armée de l'Air. Sur son Supermarine Spitfire, Albert effectue 48 missions de guerre au-dessus de la France. Le 1^{er} mars 1942, il apprend sa nomination au grade d'aspirant.

Le général de Gaulle a décidé d'envoyer un groupe de chasse français sur le front russe, et Albert se porte volontaire. Il part, mêlé à des pilotes français de diverses unités, pour Greenock, en Écosse. De là, il rejoint Lagos au Nigeria par bateau. C'est ensuite la traversée d'une partie du continent africain par la voie des airs, jusqu'au Caire. Enfin, le 7 octobre il parvient à Rayak, au Liban, où vient de se former le groupe de chasse *Normandie*, destiné à aller combattre au côté des Soviétiques. Albert rencontre les figures les plus marquantes de ce groupe : le commandant Tulasne, le capitaine Littolf...

Le départ pour l'Union soviétique a lieu le 12 novembre. Après un séjour à Téhéran, Albert arrive avec ses compagnons à Ivanovo, agglomération située à 250 kilomètres de Moscou. Les Français se familiarisent alors avec le matériel soviétique — en particulier avec le chasseur

Yak-7 qu'il faut apprendre à faire voler par tous les temps, même quand il neige. Certes, ils « cassent du bois », mais les Russes se montrent tolérants. Albert est promu au grade de sous-lieutenant le 15 décembre 1942. Le 20 janvier 1943 arrivent les premiers chasseurs Yak-1.

Le groupe « *Normandie* » arrive sur le front le 22 mars 1943, à Polotniani-Zavod. Ses missions consistent en des escortes de bombardiers. Le 5 avril, Albert doit faire un atterrissage forcé, son Yak ayant des ennuis de moteur. Le 2 juin, le « *Normandie* » est à Khationki, à quelques kilomètres des premières lignes. Peu après, Albert abat son premier avion allemand en Russie, victoire qui compte également comme la deuxième victoire du groupe Normandie. C'est le 16 juin, au cours d'un vol de surveillance avec le capitaine Preziosi, près d'une petite station de chemin de fer portant le nom de Soukinovichi, qu'il remporte cette victoire. Apercevant un Focke-Wulf 189, avion de reconnaissance bipoutre, Albert en avertit Preziosi et les deux hommes jettent leurs Yak contre l'intrus. L'Allemand effectue un brusque retournement et frôle à les toucher les deux Français, mais il est déjà frappé à mort : la pointe de sa cabine centrale est disloquée, l'un de ses moteurs flambe et de nombreux impacts sont visibles. Les Français suivent quelque temps leur victime puis l'abandonnent. Le soir, les Russes annoncent que l'avion s'est écrasé près de Brounamekovaïa.

Le 5 juillet, le « *Normandie* » reçoit ses premiers Yak-9, bien supérieurs aux Yak 1 utilisés jusque-là. Le 11 juillet, « *Normandie* » est mis en alerte pour participer à la bataille d'Orel. Cette grande bagarre va amener de nombreuses victoires, mais aussi des pertes très sévères. Le 14 juillet 1943, Albert inscrit à son palmarès sa deuxième victoire en URSS. En patrouille avec Pouyade, Béguin, Preziosi et Tedesco, il rencontre trois Messerschmitt Bf 110. Il descend deux d'entre eux, mais le lieutenant Jean de Tedesco disparaît dans la mêlée. En cinq jours, Albert abat quatre avions allemands. Le 17 juillet, le commandant Tulasne est porté disparu. À la suite de la disparition du lieutenant Léon, le 4 septembre 1943, Albert prend le commandement de la 1^{re} escadrille et est nommé lieutenant. Le 22 septembre, « *Normandie* » compte 68 victoires homologuées, mais le groupe est exsangue : ses pilotes sont épuisés physiquement et nerveusement. Le groupe est retiré du front, le 22 octobre, et le 6 novembre prend ses quartiers d'hiver à Toula, où il est reconstitué par des renforts, devenant un régiment à quatre escadrilles. Albert est l'un des derniers survivants des Français arrivés en 1942. Il en est alors à sa 15^e victoire.

Le 25 mai 1944, le groupe Normandie revient en première ligne, à Doubrovka, et reprend sa place dans une division aérienne soviétique. Il prend part à la campagne d'été. En août, les Français reçoivent des Yak-3 qui imposent le respect aux Messerschmitt Bf 109 et Focke-Wulf Fw 190. Le 16 octobre débute la grande offensive soviétique en Prusse-Orientale, au cours de laquelle « *Normandie* » effectue 100 sorties en trois jours ! Albert remporte 6 nouvelles victoires. Mais les pertes sont lourdes et le 18 octobre il ne reste plus qu'un seul Yak disponible à la 3^e escadrille.

Le 28 novembre 1944, le groupe « *Normandie* » prend son nom définitif de « *Normandie-Niemen* ». Un mois plus tard, passé capitaine, Albert reçoit l'étoile d'or de « *Héros de l'Union soviétique* », la plus haute récompense de l'Union soviétique.

Le 23 décembre 1944 il part en permission pour la France avec quelques anciens du groupe. Quand il rentre, c'est pratiquement pour apprendre la fin de la guerre. Il retrouve Paris le 20

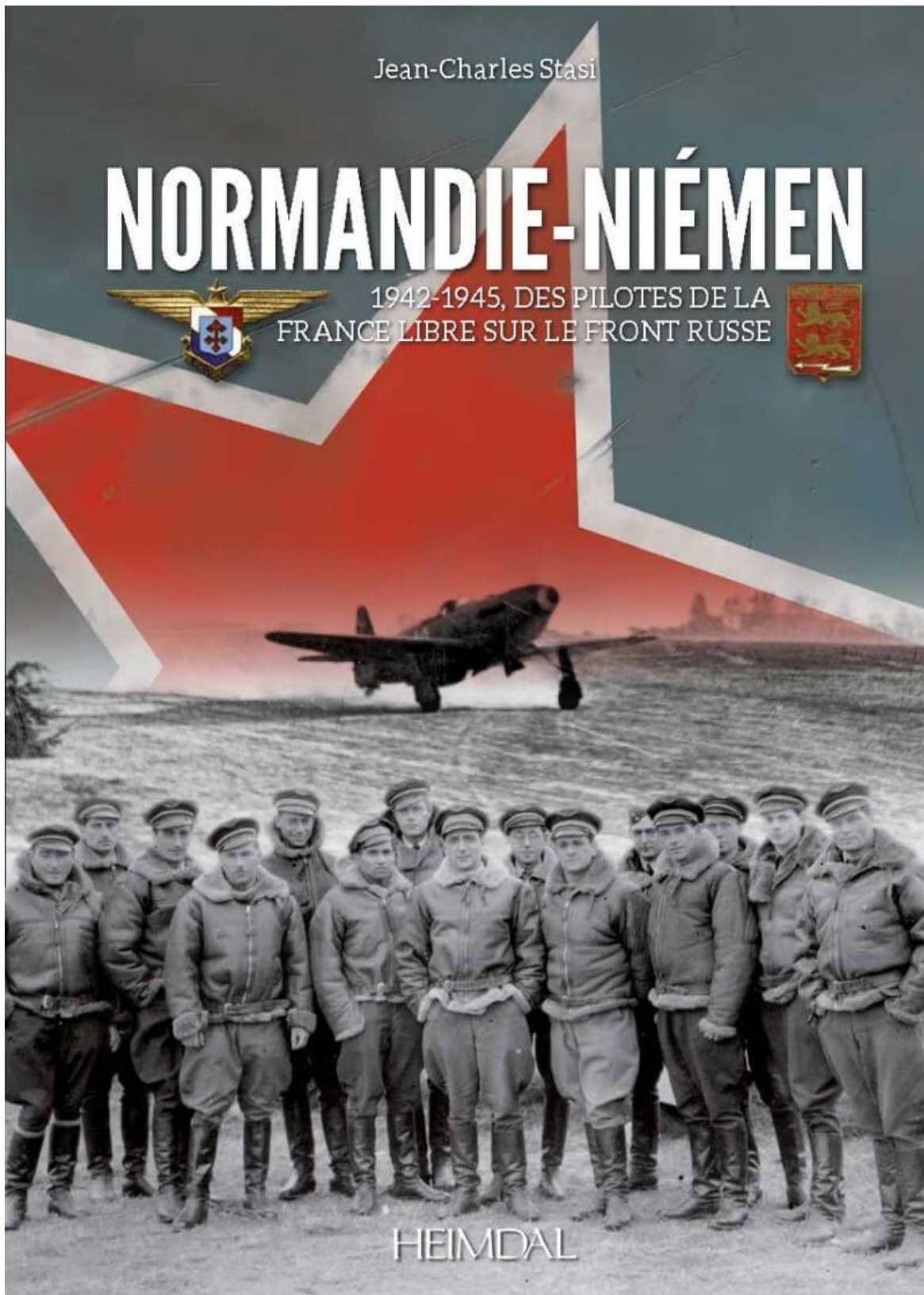
juin 1945, quand les 42 avions du régiment Normandie atterrissent sur la piste du Bourget, où ils reçoivent un accueil triomphal. Dès la fin des cérémonies, Marcel Albert est hospitalisé pour une fièvre typhoïde. Il restera un mois et demi hospitalisé et ne rejoindra son unité qu'en août.

En octobre 1945, Marcel Albert est affecté à l'inspection générale de l'armée de l'air, mais il demande à être muté au Centre d'essais en vol de Brétigny-sur-Orge (C.E.V.), où il arrive le 1^{er} mai 1946. À deux reprises, le 6 août puis le 6 septembre, il décolle d'Orange mais son avion prend feu. Il est persuadé qu'il s'agit d'un sabotage.

En février 1947, Albert est muté comme attaché militaire à l'ambassade de France de Prague en Tchécoslovaquie. Il est promu commandant « à *titre temporaire* ». Il y rencontre miss Freda Cantrell, une citoyenne américaine travaillant à l'ambassade des États-Unis. Détestant les mondanités et mal à l'aise en société, Albert ne parvient pas à s'adapter à son nouveau poste, et quitte l'armée de l'air en septembre 1948. Il épouse miss Cantrell à New York et s'installe aux États-Unis, où il crée une chaîne de cafeterias, puis une entreprise fabricant des gobelets en carton, qu'il lance dans la fabrication de gobelets en plastique, avec un certain succès. En 1966, il est élu « *manager de l'année* » pour les PME. À la fin des années 1970 il s'installe à Chipley, en Floride, avec son épouse Freda. Celle-ci meurt le 29 janvier 2009. Âgé de 92 ans, Marcel Albert meurt le 23 août 2010 dans une maison de retraite, à Harlingen (Texas).

Décorations

- **Grand-croix de la Légion d'honneur (le 12 avril 2010).**
- **[Compagnon de la Libération par décret du 11 avril 1944](#)**
- **Croix de guerre 1939-1945 avec 15 palmes et 3 étoiles de vermeil**
- **Médaille de la Résistance française, avec rosette par décret du 31 mars 1947**
- **Héros de l'Union soviétique**
- **Ordre de Lénine**
- **Ordre du Drapeau rouge**
- **Ordre de la Guerre patriotique 1^o Classe**
- **Croix de guerre 1939-1945 (Tchécoslovaquie)**



23 août 2017 : mort à 98 ans de Jeanine de Clarens, résistante et espionne.

Jeannie de Clarens (née Rousseau) le 1^{er} avril 1919 à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) et morte le 23 août 2017 à Montaigu (Vendée), est une résistante déportée, membre du réseau *Alliance*.

Après la Première Guerre mondiale dans laquelle il a combattu, son père, Jean Rousseau, a été haut fonctionnaire (diplomate) au ministère des Affaires étrangères pour lequel il a effectué de nombreux voyages au Proche-Orient. Ce qui explique probablement que sa fille parle plusieurs langues dont couramment l'allemand.

Jeannie de Clarens obtient le baccalauréat à l'issue de brillantes études secondaires. Reçue à l'Institut d'études politiques de Paris, elle s'inscrit au sein de la section Finances privées. Elle en sort major de promotion, avec mention Très bien et premier prix, en 1939.

En mai 1940, après la débâcle, Paris se vide. Son père quitte la capitale occupée. Il emmène son épouse et sa fille unique à Dinard. Le maire de la ville, ami de ses parents, la sollicite pour un travail d'interprète afin de faciliter les négociations entre les services locaux et les autorités allemandes. Walther von Reichenau, commandant de la 6^e armée y a installé son Quartier général.

Dès cette époque, elle communique toutes les informations qui peuvent être utiles pour connaître les projets et les préparatifs de l'occupant.

En 1941, soupçonnée, elle est arrêtée par la *Gestapo* et emprisonnée à la prison de Rennes. Elle est relâchée par manque de preuves et contrainte de quitter la région. De retour à Paris fin 1941, Jeannie devient secrétaire dans un bureau de relations publiques, chargée de faire le lien entre l'occupant et les industriels français. La même année, elle est recrutée par Georges Lamarque, alias « *Pétrel* », au sein du sous-réseau « *Les Druides* » qu'il dirige, et qui est rattaché au réseau de renseignement *Alliance*. Son nom de code dans le réseau est Amniarix.

Elle réalise en 1943 l'un des plus grands exploits du réseau « *Alliance* ». Engagée dans un organisme professionnel d'entente entre le patronat français et les services allemands à la recherche de fournisseurs, elle accumule de nombreuses informations sur les « *armes secrètes* » (V1 et V2) mises au point par les Allemands à Peenemünde. Le rapport très précis et détaillé qu'elle transmet en 1943, qui constitue les premières informations concernant ces armes, est la « *confirmation indispensable* » dont ont besoin les services britanniques. Le rapport est transmis au professeur Reginald Victor Jones. Il décide l'armée britannique à bombarder la base de Peenemünde. Le bombardement, effectué le 18 août 1943 avec près de six cents avions, fait d'énormes dégâts et tue plus de cinq cents techniciens et experts, retardant ainsi de plusieurs mois les attaques de V2 sur l'Angleterre.

Alors qu'elle doit partir pour Londres présenter un nouveau rapport, elle est arrêtée à La Roche-Derrien le 28 avril 1944 en compagnie de plusieurs camarades du réseau, dont deux seuls parviennent à s'échapper. Emprisonnée et interrogée à la prison Jacques Cartier

de Rennes, elle est déportée de Pantin le 15 août 1944 vers le KL Ravensbrück (matricule 57661) par le « *convoi des 57 000* ». Puis elle est envoyée au camp de travail de Torgau où elle organise une manifestation pour protester contre l'utilisation des prisonnières à la fabrication de munitions. Transférée alors au camp disciplinaire de Königsberg, elle y recense les prisonnières et fait passer ce recensement au camp de prisonniers de guerre du Stalag I-A tout proche, en espérant qu'il sera transmis à la Croix-Rouge. Puis elle s'évade du camp pour rejoindre clandestinement celui de Ravensbrück, afin de s'y cacher. Bien que dénoncée, elle survit à la libération du camp, et est rapatriée par la Croix-Rouge en avril 1945.

Elle se marie avec Henri de Clarens, en 1947.

- **Grand officier de la Légion d'honneur**
- **Médaille de la Résistance française avec rosette (décret du 11 mars 1947)**
- **Agency Seal Medal** décernée par la CIA

